

*Article 29 du Règlement*

Le député de Winnipeg—Fort Garry a invité le gouvernement à l'audace et à l'héroïsme. Il a poursuivi que le Canada n'était pas connu pour prononcer des jugements erronés. Il a raison de dire qu'il y a un temps pour l'audace et l'héroïsme. Nous estimons toutefois que ce moment n'est pas venu. Nous cherchons des moyens de continuer à faire pression sur l'Afrique du Sud par nos propres actions et celles d'autres pays.

La députée de New Westminster—Coquitlam a cité le rapport du groupe des personnalités éminentes dans lequel il est dit que nous devons éviter le pire bain de sang depuis la Seconde Guerre mondiale. C'est pourquoi il est important d'agir de façon délibérée. Chaque intervention à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Afrique du Sud risque d'avoir un effet sur l'équilibre de la situation, de faire couler le sang, et de provoquer la destruction des gens que nous voulons précisément sauver.

Il est certain que le rapport du groupe des Sages est un événement important pour l'Afrique du Sud et le Commonwealth. Jamais auparavant un groupe d'un tel niveau ne s'était penché sur les problèmes de l'apartheid et les possibilités de changement. Jamais un tel groupe ne s'était adressé à un si vaste éventail de Sud-Africains ni n'avait relevé un défi si important, celui d'établir un dialogue véritable. Aucun groupe ne s'était à ce point plongé dans les objectifs et dans les réflexions des dirigeants politiques de toutes les communautés. Le rapport de ce groupe témoigne de sa grande expérience, de sa sagesse, de sa profonde tristesse devant cette situation et ses conclusions sont frappantes et présentées avec conviction et logique.

Il est donc vraiment tragique que le gouvernement sud-africain ait repoussé ce groupe qui lui avait offert son aide comme personne ne l'avait encore jamais fait. Par ses paroles et ses actes, ce gouvernement a raté une bonne occasion de s'orienter dans une nouvelle voie avec l'aide de nouveaux partenaires. Le groupe des sages n'a toutefois pas rejeté la possibilité d'un dialogue et l'occasion n'est pas perdue de façon irrémédiable. Notre gouvernement essaie toujours de convaincre l'Afrique du Sud de revenir sur sa décision.

En interdisant les assemblées pacifiques qui devaient marquer le dixième anniversaire de la tragédie de Soweto et en décrétant l'état d'urgence, le gouvernement sud-africain a certainement augmenté les risques de violence. Il recourt quotidiennement à la force. Ses actes et sa politique provoquent et exacerbent la violence, la haine et la peur.

C'est une voie non seulement dangereuse, mais immorale que notre gouvernement n'a pas manqué de dénoncer. Nous poursuivrons le dialogue avec nos partenaires du Commonwealth et les autres pays dans le but de mettre un terme à la violence, de favoriser une réconciliation nationale et de jeter les bases d'un nouvel avenir dans ce pays. Le rapport du groupe de personnalités éminentes nous exhorte tous à réexaminer la question. Il exhorte l'Afrique du Sud à le faire, tout comme le gouvernement canadien cherche à la convaincre par ses paroles et ses actes, jouant à cette occasion le rôle de chef de file parmi les principaux pays industrialisés.

Nous avons agi rapidement et de notre propre chef. Hier, nous avons annoncé cinq mesures concernant les marchés publics, le tourisme, l'aide à l'éducation des noirs, l'annulation de l'accréditation des attachés sud-africains et la commémoration de la tragédie de Soweto, à l'ambassade du Canada en

Afrique du Sud. Je pense que, par ces mesures, le Canada donne l'exemple aux autres. Nous avons pris 21 mesures délibérées au cours des deux dernières années.

Les pourparlers que le premier ministre a entrepris avec nos collègues du Commonwealth témoignent de l'engagement inégalé du Canada à lutter contre l'apartheid. Ces efforts s'ajoutent à ceux déjà pris jusqu'ici. À tous ceux qui n'ont pas le droit de vote et qui sont tenus à l'écart en Afrique du Sud, ces mesures rappellent qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte, que nous avons essayé de leur venir en aide dans le passé et que nous ne relâcherons pas nos efforts à l'avenir. Ces mesures font comprendre au gouvernement de l'Afrique du Sud qu'un changement s'impose en cette période de crise. Ce gouvernement doit comprendre que la majorité des Sud-Africains ne peuvent plus accepter non seulement d'être exclus de la vie sociale et politique de leur pays, mais aussi le danger et la violence qu'ils doivent affronter tous les jours.

Le gouvernement du Canada a communiqué ce message au gouvernement sud-africain en des termes on ne peut plus clairs et sans équivoque, en lui faisant part de ses graves préoccupations et formulant l'espoir que ce gouvernement supprimera l'état d'urgence qu'il a décrété et les autres mesures qu'il a adoptées et qui menacent de provoquer et d'intensifier la violence dans les jours à venir.

Les deux intervenants d'en face ont critiqué ces mesures et en ont réclamé de plus sévères. Je persiste à croire que les mesures prises par le gouvernement sont non seulement sévères, mais aussi efficaces. Il faudra pour cela collaborer avec d'autres pays pour réaliser une certaine synergie à laquelle nous ne saurions parvenir seuls. Ceux qui s'intéressent au Commonwealth et à l'Afrique du Sud reconnaîtront que les mesures que notre gouvernement a convenu de prendre ont été bien conçues et qu'elles réussiront à préserver l'efficacité du Commonwealth que nous chérissons, à maintenir le Canada au premier rang des adversaires de l'apartheid et, ce qui importe le plus, à atteindre l'objectif direct de venir en aide aux victimes de l'apartheid, lesquelles ont de ce fait besoin de notre intervention. Voilà ce que compte faire notre gouvernement à l'avenir.

J'ai écouté le discours de la députée de New Westminster—Coquitlam. Elle a soutenu que les mesures prises aujourd'hui et dans le passé étaient insuffisantes. Je sais que le député de Winnipeg—Fort Garry était dans la même situation que moi il y aura dix ans lundi lorsque le gouvernement a dû agir. Je sais qu'il comprend le dilemme auquel fait face le gouvernement canadien alors qu'il doit à nouveau tenter d'exercer des pressions, afin de résoudre un problème qu'il n'a pas créé, mais auquel nous attachons énormément d'importance. Le gouvernement a pris de nombreuses mesures en réponse à cette situation. Je sais que le député, alors qu'il est intervenu aujourd'hui, a dû se rappeler ce que c'était de faire partie d'un gouvernement aux prises avec cette situation, sachant que des mesures doivent être prises.

● (1550)

Nous avons eu récemment la chance immense de recevoir monseigneur Tutu au Canada. C'est l'un des protagonistes d'un changement pacifique en Afrique du Sud. J'ai eu l'honneur de le rencontrer à cette occasion, non pas lors d'une manifestation, mais à un service donné à l'église St. Michael and